



“Comprendre pour la
Thérapie”

the Pathophysiology and Therapy
of MITOchondrial Diseases group

P Bénit, D Chrétien, M Rak,
P Rustin

PROTECT INSERM U1141 Pathophysiology and Neuroprotection of the Developing Brain

Paris, le 29/04/2019

Bonjour Monsieur Lasfargues,

Merci de l'attention accordé à notre email précédent qui s'interrogeait sur l'absence de réponse de l'Anses aux points que nous avons soulevés concernant le rapport du GECU. Les évènements, récemment relayés dans les médias (Antenne 2), concernant le nombre anormal d'enfants nés atteints de malformation sont évidemment un nouveau motif d'inquiétude pour nous, quand il a été observé que ceux-ci ne semblent partager que le fait d'être nés dans des zones agricoles une année où les conditions climatiques ont poussé à un usage élevé des pesticides type SDHI vendus comme fongicides, le succinate pouvant jouer un rôle dans le développement à travers les modulations de l'épigénétique.

Malheureusement, aucune des questions soulevées qui pointaient l'indigence d'une grande partie du rapport du GECU n'a reçu de retour de l'Anses, ou du GECU, à ce jour, soit près de quatre mois après vous avoir communiqué nos remarques. Il nous est difficile d'interpréter ce silence sinon à y voir la confirmation de nos analyses concernant la dangerosité des SDHI. Les résultats obtenus dans notre laboratoire de recherche qui concernent la toxicité des SDHI s'accumulent et viennent confirmer notre conviction de la folie de répandre ces pesticides dans la nature, y compris pour l'homme et son environnement. Ces résultats associés aux interrogations agitant désormais les médias, nous semblent réclamer urgemment l'application même du principe de précaution.

D'autre part, nous vous réitérons notre volonté de vous transmettre en temps réel - après le temps nécessaire à leur validation - les données qui sont en notre possession et qui concernent les effets toxiques des substances SDHI. Ceci était de fait la raison pour laquelle dès Octobre 2017 nous nous sommes adressés à l'ANSES, sans que nous ayons rencontré le moindre écho avant de rendre publique notre préoccupation. Nous comprenons évidemment la nécessité de disposer de telles données pour l'évaluation et la graduation du risque évoquées ci-dessus, dans le cadre de la phytopharmacovigilance, surtout en l'absence de données fiables quant à l'intérêt pour les rendements agricoles. Dans cette optique, nous vous avons systématiquement délivrées celles-ci lors de nos précédentes rencontres (présentations des diapositives fournies). Curieusement, nous avons noté que celles-ci n'ont pas été réellement considérées par les experts du GECU qui, soit ne les ont pas prises en compte du tout, soit n'en ont pas réalisé la portée. Ces données n'étant pas à ce jour publiées elles n'existent que sous la forme de projections telles que nous les avons précédemment communiquées et que nous sommes bien évidemment prêts à vous ré exposer quand vous le souhaiteriez.

Bien Cordialement,

Pierre Rustin